

<https://www.zurbains.com/societe/argent/guerre-contre-le-coronavirus-la-bce-sort-son-arme-fatale-pour-sauver-le-soldat.html>



# Guerre contre le coronavirus : la BCE sort son arme fatale pour sauver le soldat Euro

- Société - Argent -



Date de mise en ligne : jeudi 19 mars 2020

---

Copyright © Zurbains - Tous droits réservés

---

## BCE : c'est No Limit !

"Les temps extraordinaires nécessitent une action extraordinaire", a tweeté la présidente de l'Institut de Francfort Christine Lagarde. Elle promet qu'il "n'y a pas de limites à notre engagement envers l'euro", suggérant que d'autres mesures sont encore susceptibles de suivre, et ce quitte à utiliser "le plein potentiel de nos outils".

## Réactions positives immédiates des marchés financiers

Première [bourse](#) à réagir au plan de la BCE, la place de Tokyo a ouvert jeudi en hausse de 2%. Et les prix du pétrole en Asie ont nettement grimpé. Le "**programme de rachat d'urgence face à la pandémie**" via des rachats de dette publique et privée pour 750 milliards d'euros sera réalisé d'ici à la fin de l'année, a précisé l'institution dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion téléphonique du conseil des gouverneurs. Les gardiens de l'euro mettront fin au programme lorsqu'il sera jugé que "la phase de crise du coronavirus Covid-19 est terminée, mais en tout cas pas avant la fin de l'année", précise la banque centrale.

## Soutien à l'économie

En rachetant ainsi massivement de la dette des Etats et d'entreprises de la zone euro sur les marchés, la BCE espère soulager les banques et les inciter à maintenir voire relancer leurs prêts aux ménages et entreprises, et ainsi à soutenir la production et l'emploi. Ce soutien doit contribuer à relancer un système économique grippé, où de nombreuses sociétés sont obligées de suspendre leur activité face au virus et où certaines vont se retrouver bientôt menacées de faillite.

A titre de comparaison, de mars 2015 à décembre 2018, face aux risques de déflation, la BCE avait acheté des titres tous les mois sur les marchés financiers pour un total au final de **2.600 milliards d'euros pour soutenir la zone euro**, son "QE" (assouplissement quantitatif) naviguant à un rythme porté jusqu'à 80 milliards d'euros par mois.

## Aujourd'hui la BCE va encore plus loin face au coronavirus.

En ajoutant ses rachats repris fin 2019 à raison de 20 milliards d'euros par mois, l'enveloppe de 120 milliards d'euros débloquée le 12 mars comme première réponse à la crise du coronavirus et celle de ce mercredi, ses interventions vont s'élever à 1,050 milliards d'euros sur les 9 mois restants en 2020, soit près de 117 milliards d'euros engagés par mois. La BCE veut en outre organiser ses emplettes sur le marché de "manière flexible", ce qui laisse penser qu'elle pourrait mettre l'accent sur certains titres souverains en grande difficulté pour calmer les tensions sur leur dette. **Cela pourrait profiter à l'Italie, pays le plus touché par l'épidémie et qui a vu ses taux remonter, accentuant la crise.**

Le programme de rachats décidé mercredi inclut aussi pour la première fois des titres émis par le gouvernement

grec, qui n'avaient pas eu leur place dans le premier "QE".

# Macron applaudit

La potion de la BCE est enfin supérieure encore à celle de la banque centrale américaine (Fed), qui a annoncé lundi l'achat de 500 milliards de dollars de bons du Trésor et de 200 milliards de dollars de titres hypothécaires, pour "soutenir le bon fonctionnement" de ces marchés "qui sont au coeur des flux de crédit aux ménages et aux entreprises". Le président français [Emmanuel Macron](#), qui avait estimé il y a six jours que le premier train de mesures de la BCE n'allait pas assez loin, a exprimé mercredi son "**plein soutien aux mesures exceptionnelles**" de la BCE. "*A nous Etats européens d'être au rendez-vous par nos interventions budgétaires et une plus grande solidarité financière au sein de la zone euro*", a-t-il ajouté.

La réponse de la BCE est "**massive à tous les niveaux - taille, flexibilité, portée et engagement à revoir les limites**" de ses achats fixées à ce jour à 33% du stock de la dette par pays, a jugé aussi l'analyste Frederik Ducrozet, stratégeste chez Pictet Wealth Management.

*Post-scriptum :*

L'adresse originale de cet article est <https://www.francetransactions.com/...>